



DECISION PAR SUBDELEGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

25, Bld Besson Bey 16023 ANGOULEME
Tél. 05 45 38 60 60 – Fax : 05 45 38 60 59

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU DISPOSITIF D'AIDE À L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE SAS STIC

Direction générale des services - UG
DGS
Numéro : 2023-D-044

Le **PRESIDENT** de la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION** de **GRAND ANGOULEME**,

VU, le code général des collectivités territoriales,

VU, la délibération n°251 du conseil communautaire du 28 juin 2018 approuvant la mise en place du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise de GrandAngoulême destiné à accompagner les projets de réhabilitation de locaux à vocation économique, complétée par la délibération n°111 du 7 juillet 2022,

VU, la délibération n°246 du conseil communautaire du 9 décembre 2021, portant délégation d'attribution du conseil au président,

VU, l'arrêté n°97 du 23 mars 2022 de Monsieur le Président subdélégant à Monsieur Gérard ROY, en sa qualité de vice-Président, une partie de ses attributions déléguées par la délibération susvisée,

VU, la demande d'accompagnement de la société STIC pour un projet de réhabilitation de bâtiment situé 10 rue de la ferme de Fontaine à Rouillet Saint Estèphe,

DECIDE

Article 1er – Est approuvée la convention passée avec la SAS STIC pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise de GrandAngoulême, d'un montant maximum de 7 515,55 € correspondant à 5% de l'assiette des dépenses éligibles, plafonnée conformément au règlement d'intervention.

Article 2 – Cette aide sera répartie comme suit :

- 30% soit 2 254,66 € à la signature de la convention
- 70% soit 5 260,89 € à l'achèvement des travaux sur présentation d'une déclaration d'achèvement des travaux (DAACT), d'un état récapitulatif des dépenses et des déclarations annuelles des données sociales.

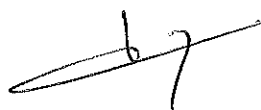
Article 3 - La dépense est inscrite au budget Principal – service 1301 – nature 20422 – fonction 61 – antenne 301101 – Nouvelle aide immobilier – opération 1009601.

Article 4 – La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de la date de notification à l'intéressé.

Article 5 – Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier de la communauté d'agglomération sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Angoulême, le – 5 AVR. 2023

Pour Le Président,
Le Vice-Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'G' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Gérard ROY

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture,
Le – 5 AVR. 2023
Publié ou notifié,
Le – 5 AVR. 2023